

## CRIMES DE GUERRE

# Samarra ville martyre



Face à un soulèvement populaire, la Coalition anglo-saxonne a recours aux méthodes classiques de contre-insurrection : frapper aveuglément les civils, les terroriser pour les dissuader de participer à la résistance. Alors que la guerre est officiellement terminée et que l'armée de Saddam Hussein a été dissoute, les bombardements ont repris, non plus contre les cibles militaires, mais civiles. Interdisant aux journalistes l'accès aux zones de massacres, la Coalition multiplie les crimes de guerre sans témoins.

page 2

## Cacophonie autour de la marche turque

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

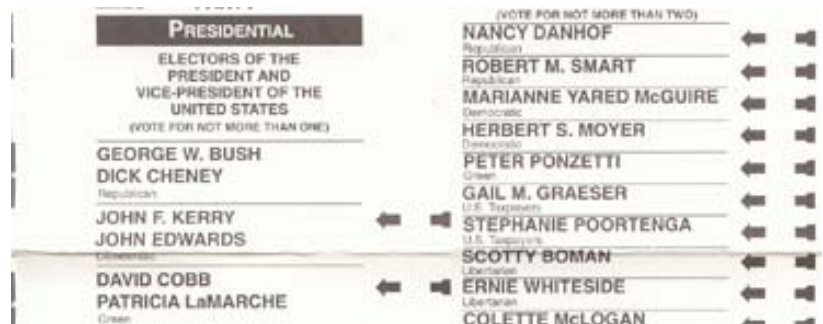
La possible ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne provoque un débat confus et passionné mêlant critique de la société turque et analyses stratégiques. Jean-Daniel Tordjman fait remarquer que ce tintamarre est excessif car les négociations dureront au moins 10 ans et que personne ne peut dire ce que seront la Turquie et l'Union à ce moment-là. Mais le débat est lancé.

page 6

## REPÈRE : 29 SEPTEMBRE 1917

### « Vendre la Guerre »

Pour faire entrer les USA dans la Première Guerre mondiale, le président Woodrow Wilson se heurte à la résistance d'une bonne partie de la population. « *Nous sommes un patchwork d'immigrants qu'il est difficile d'unir contre un ennemi commun* ». Il met alors en place le Comité d'Information Publique, dirigé par le socialiste George Creel. Travaillant dans la réclame, Creel utilise les ficelles du métier : simplifier, diaboliser, manipuler. « *Vendre la guerre est la plus belle aventure qui soit pour un publicitaire* » déclare-t-il. Outre des affiches, des sketches à la radio, des chansons et de faux reportages de presse, Creel utilise lourdement le cinéma et la photographie pour ses manipulations. Le 29 septembre, la première campagne de films sort sur les écrans : l'Allemand y est présenté comme une brute inculte et sanguinaire ou bien un pervers sadique raffiné. Simultanément le *Sedition et Espionage Act* permet de jeter en prison quiconque s'oppose à la guerre. La méthode marche à merveille : des comités de vigilance citoyenne se créent pour surveiller les suspects d'origine germanique. Des pogroms dévastent les quartiers peuplés d'immigrants allemands à Chicago et Boston. On interdit les compositeurs et auteurs allemands, la saucisse de Francfort devient *Liberty sausage* et le Berger allemand devient le *Liberty dog*. ■



## DES BULLETINS DE VOTE TRUQUÉS DANS LE MICHIGAN

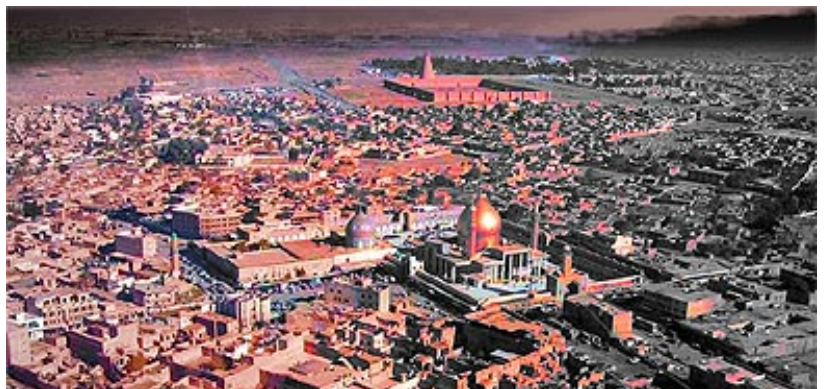
Pour s'emparer de la Maison-Blanche en 2000, George W. Bush avait eu recours à des fraudes électorales multiples : radiation massive des électeurs noirs dans les États gouvernés par des républicains ; trucage des votes par correspondance ; et, en Floride, fabrication de bulletins de vote de telle manière que les électeurs démocrates risquaient de perforer la case « Bush » à leur insu.

Pour rester à la Maison-Blanche en 2004, George W. Bush a recours à des fraudes électorales multiples : radiation massive des électeurs noirs dans les États gouvernés par des républicains ; usage de machines électroniques non contrôlables ; et, dans le Michigan (État gouverné par le républicain John M. Engler), fabrication de bulletins de vote dont les flèches sont décalées. Les électeurs qui cocheront Kerry voteront à leur insu pour Bush, ceux qui cocheront Kerry voteront en fait pour les Verts, et ainsi de suite. [Cliquez ici](#) pour visualiser l'intégralité du bulletin de vote. ■

## Crimes de guerre

# Samarra ville martyre

**Face à un soulèvement populaire, la Coalition anglo-saxonne a recours aux méthodes classiques de contre-insurrection : frapper aveuglément les civils, les terroriser pour les dissuader de participer à la résistance. Alors que la guerre est officiellement terminée et que l'armée de Saddam Hussein a été dissoute, les bombardements ont repris, non plus contre les cibles militaires, mais civiles. Interdisant aux journalistes l'accès aux zones de massacres, la Coalition multiplie les crimes de guerre sans témoins.**



Les troupes de la Coalition font désormais face à un ennemi qui a lutté pendant plus d'un an avec des combattants nettement inférieurs en nombre, entraînement, expérience, équipement et force physique. Les résistants se sont adaptés. Les plus faibles d'entre eux sont morts. Les survivants, sélectionnés par l'impitoyable loi de la guerre, se sont endurcis.

La Coalition anglo-saxonne est engagée dans l'opération de contre-insurrection qu'elle ne maîtrise pas. Les 160 000 militaires réguliers présents sur place et les 20 000 mercenaires qui les secondent n'ont pas d'expérience réussie dans ce genre de conflit. Les deux dernières situations comparables, au Viêt-Nam puis en Somalie, furent des fiascos.

La Coalition se bat contre le type d'ennemi qu'elle redoute le plus : des civils, pères de famille sans histoires, enracinés dans le tissu social, et non des soldats vivant en caserne. Leur mort, lorsqu'elle survient, alimente le ressentiment de la population envers les troupes d'occupation. Chaque résistant qui tombe contribue à préparer une nouvelle génération de combattants qui seront décidés à venger leurs pères.

Pour désengager les GI's, George W. Bush, comme son rival John Kerry, n'envisage pas d'autre solution que « d'irakiser la guerre », c'est-à-dire de recruter et d'entraîner des Irakiens et de leur confier la sécurité du pays. Mais, comme le souligne l'analyste militaire William Lind sur le site *military.com* [1], le problème n'est pas la compétence, mais la loyauté de ces troupes. Peu importe la quantité d'argent qui sera versée à ces collaborateurs, leur vénalité ne remplacera pas la foi et le désir de vengeance qui animent les résistants. Au contraire, la tentation n'est pour eux que plus forte d'encaisser leur solde et de ne rien faire. D'autant que l'équipement des recrues irakiennes n'est pas comparable à celui des Anglo-saxons et qu'ils sont la cible permanente des résistants. Déjà 700 soldats des forces régulières irakiennes ont déjà été tués durant l'année écoulée, ce qui mine le moral de leurs camarades et ralentit singulièrement le recrutement de renforts. On commence même à parler d'agents doubles au sein des forces irakiennes de la Coalition. Le chômage rampant pousse les jeunes Irakiens à se porter candidats par dizaines pour rejoindre les forces de sécurité, mais leur motivation au combat est une autre affaire.

De nombreux rapports évoquent la planification d'une offensive majeure contre les enclaves tenues par la résistance comme Falloudja avant les élections prévues en janvier prochain. La récente bataille de Samarra ne serait qu'un test en conditions réelles pour évaluer une telle offensive.

L'entrée de 2 000 combattants de la « Garde nationale » irakienne à Samarra aux côtés des troupes étasuniennes, après un pilonnage à bonne distance des quartiers soupçonnés d'héberger les résistants, était une tentative d'afficher l'unité et de montrer que des Irakiens sont prêts à tuer d'autres Irakiens pour servir la Coalition. Quant à savoir s'ils ont vraiment été déloger les résistants en perquisitionnant chaque maison, rien n'est moins sûr. Les comptes-rendus des opérations émanant de la résistance affirment en effet que les résistants ont préféré quitter le centre de Samarra après le pilonnage aérien, pour épargner un maximum de civils. Ces mêmes sources affirment que des snipers états-uniens ont été postés sur les toits des bâtiments de la ville et n'hésitent pas à tirer sur les civils qui tentent de récupérer les corps de leurs proches qui gisent dans les rues. Le décompte des victimes civiles dans les hôpitaux étant le seul moyen, en l'absence de journalistes, de juger des tactiques états-uniennes, il est préférable pour le commandement de retarder un maximum la récupération des corps et leur acheminement vers l'hôpital.

Selon un responsable de l'hôpital de Samarra, alors que l'offensive venait de s'achever et que les civils tentaient toujours de récupérer des corps sous les tirs des snipers, 70 corps étaient déjà arrivés à la morgue, dont ceux de 23 enfants et 18 femmes. Par ailleurs 160 blessés avaient été admis dans l'hôpital pour y être soignés [2].

Ainsi tout semble indiquer que la Coalition fait dorénavant usage du massacre de civils comme d'une arme contre la résistance, comme nous l'annoncions dans ces colonnes en décembre dernier [3], c'est-à-dire il y a onze mois. L'opération « Marteau de fer » s'étend même bien au-delà de ce qui pouvait être anticipé, en raison de l'efficacité croissante des actions de la résistance. S'en prendre aux civils est une arme double, car en plus de décourager la résistance d'utiliser des zones résidentielles pour se protéger, elle permet également de

soumettre la population par la terreur en lui suggérant que toute participation à la résistance entraîne automatiquement des frappes aveugles. Par exemple si une personne décide d'héberger des résistants, son propre voisin doit être conditionné à le dénoncer par peur de faire lui-même les frais d'éventuelles représailles. C'est une tactique classique, qui élève le crime de guerre en méthode de contrôle des populations, à la quelle eurent recours les nazis durant la Seconde Guerre mondiale.

Des images sont récemment venues confirmer ces crimes de guerre états-uniens. En début d'année une vidéo montrait l'équipage d'un hélicoptère Apache faisant feu sur des civils. Une vidéo plus récente atteste de tirs comparables sur des civils depuis un F-16 pour « nettoyer » une rue de Falloudja en avril 2004 [4]. Le Pentagone a d'ailleurs annoncé, après la diffusion de ces images par la chaîne de télévision Channel 4, l'ouverture d'une enquête criminelle. Il va sans dire que bien d'autres horreurs, qui n'ont pas été portées à la connaissance des téléspectateurs, ne feront pas l'objet de telles enquêtes.

Pourtant, de la même manière, un récent témoignage d'un journaliste du quotidien britannique *The Guardian* fait état de tirs délibérés sur des civils attroupés autour d'un véhicule militaire qui venait d'être détruit par des résistants [5]. Parmi les victimes civiles de cette tuerie figurait un journaliste de la chaîne Al Arabiya.

Le recours de la Coalition anglo-saxonne à des conseillers israéliens formés à la contre-insurrection dans les territoires palestiniens contribue à identifier les opérations en Palestine et en Irak qui, peu à peu, se confondent au yeux du monde musulman. Déjà des groupes de résistants chiites ont fait appel au Hezbollah libanais, auréolé de ses victoires contre Tsahal, pour avoir, eux aussi, des conseils en résistance. Il n'est pas impossible que, dans un avenir proche, le Hezbollah étende son soutien technique à d'autres groupes de résistants et que le Hamas et bien d'autres encore ne suivent son exemple. La nécessité faisant loi, les diverses forces de résistance irakienne tendent à s'unir face à l'ennemi commun. Cette unité favorise en cascade un regroupement des forces musulmanes appelées, elles aussi, à surmonter leurs divisions. De sorte que la stratégie des néo-conservateurs de morcellement du Grand Moyen-Orient pourrait se retourner contre eux et encourager le réveil du nationalisme arabe, voir de l'islam [6].

Le jordanien Zarqaoui, si toutefois il est toujours vivant et s'il n'est pas un provocateur, n'est vraisemblablement pas à Falloudja, mais a servi de prétexte pour la punition des habitants de la ville par un bombardement massif. Comme le souligne abondamment la presse arabe depuis plusieurs mois, la voix qui est rapportée comme étant celle de Zarqaoui n'a pas d'accent jordanien [7].

Par ailleurs, il semble de plus en plus évident que beaucoup d'enlèvements sont le fait de criminels qui y trouvent un bon moyen de se remplir les poches en vendant ensuite les otages à des groupes de résistants officiels. Ce phénomène illustre l'échec de la Coalition dans ses efforts de sécurisation. Mais il permet également à la Coalition de viser davantage les civils sans craindre que les journalistes occidentaux, dorénavant en majorité terrés dans leurs hôtels, ne

rapportent ses crimes [8].

Les rares témoins aux abords de Samarra ont pu confirmer qu'un grand nombre de civils avait été tué par les bombardements, et que beaucoup d'autres fuyaient la ville par tous les moyens, y compris par bateaux. Le gouvernement provisoire a lui-même condamné ces frappes aériennes en zone résidentielle, les qualifiant de « *punitives collectives* » inacceptables [9]. La réaction de l'U.S. Air Force ne s'est guère faite attendre ; elle se félicitait le jour même que pour la première fois une bombe à guidage laser de faible puissance, la GBU-38, censée être plus précise et limiter les « dégâts collatéraux », avait été utilisée pour viser un bâtiment de Falloudja où une réunion se serait tenue en présence du décidément infatigable Zarqaoui [10]. Ainsi le Pentagone ne dément pas viser des cibles civiles, mais cherche à masquer que des frappes aveugles contre les civils font dorénavant partie de ses tactiques.

Un article d'Associated Press citant Abu Thar, un ancien colonel de l'armée régulière qui a rejoint la résistance, confirme en tous cas les avancées tactiques de la résistance : « *Nous percevons les déclarations contradictoires de l'administration états-unienne au sujet de l'Irak comme un nouveau signe de leur défaite. (...) De plus en plus de volontaires viennent vers nous car ils en ont assez des méfaits des Américains. Ils le ressentent comme un devoir national et religieux.* » [11]

### Arthur Lepic

---

[1] « *The Grand Illusion* »

[2] « *US troops storm the iraqi city of Samarra* », par Peter Symonds, World Socialist Website, 4 octobre 2004.

[3] « *Opération 'Marteau de fer'* », par Paul Labarique, Voltaire, 11 décembre 2003.

[4] « *War crimes : massacre of civilians in Fallujah* », Globalresearch, 28 septembre 2004.

[5] « *He's just sleeping, I kept telling myself* », par Ghaith Abdul-Ahad, *The Guardian*, 14 septembre 2004.

[6] « *Shiite-Sunni Islamist 'High command' may be forming* », par Patrick Seale, The Daily Star (Beyrouth), 4 octobre 2004.

[7] « *This is a massacre, not a war in Iraq* », par Sam Hamod, Information Clearing House, 4 octobre 2004.

[8] Voir le témoignage d'une journaliste iranienne, travaillant pour le *Wall Street Journal* et présente à Bagdad : « *From Baghdad, a Wall Street Journal reporter's e-mail to friends* », par Farnaz Fassihi, 30 septembre 2004.

[9] « *Iraqi President condemns US air assaults* », par Sabah al-Bazee, 5 octobre 2004

[10] « *F-16s drop first GBU-38 bomb in Iraq* », U.S. Air Force, 5 octobre 2004.

[11] « *U.S. faces complex insurgency in Iraq* », par Jim Krane, Associated Press, 4 octobre 2004.

# Cacophonie autour de la marche turque

## Analyse

Alors que la Commission européenne devait se prononcer aujourd'hui pour l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, les prises de position contradictoires se multiplient.

L'ambassadeur Jean-Daniel Tordjman fait remarquer dans *Le Figaro* que ce tintamarre est d'autant plus excessif que les négociations dureront au moins 10 ans et que personne ne peut dire ce que seront la Turquie et l'Union à ce moment-là. Peu importe, le débat est lancé et il est confus et passionné. Deux aspects de la question doivent être distingués : celui qui porte sur la société turque et celui qui analyse les conséquences stratégiques d'une éventuelle adhésion.

L'ancien ministre français des Affaires européennes, Alain Lamassoure, prend bien soin de ne pas stigmatiser frontalement la société musulmane. Dans *Le Figaro*, il s'essaie à un argument de contournement : la Turquie ne doit pas entrer dans l'Union européenne parce que le continent européen s'arrête au Bosphore. C'est limpide sous la plume d'un démocrate-chrétien qui a assuré pendant des années que l'Union se fondait sur des valeurs démocratiques et n'avait jamais évoqué d'argument géopolitique classiquement réservé à l'extrême droite. De son côté, l'écrivain Nedim Gursel relève dans *Libération* de plus franches déclarations d'intolérance, comme celle de Jean-Pierre Raffarin, et se demande si la vieille Europe a atteint la sagesse de la maturité.

Sur le plan stratégique, l'adhésion de la Turquie est une vieille lune de Washington qui souhaite toujours voir se recouper le futur grand marché transatlantique et l'OTAN. Vue des États-Unis, Ankara était aux mains de militaires dévoués et le reste n'importait pas. Tel-Aviv, qui entretenait des relations privilégiées avec les militaires turcs, pouvait ainsi espérer glisser à son tour un pied dans l'Union. Mais, comme le souligne le travailliste Alon Liel dans

*Ha'aretz*, une fois la Turquie dans l'Union, les liens d'Ankara avec les États-Unis et Israël se distendraient peut-être. D'autant que la Turquie a déjà changé. Elle a refusé de participer à l'agression de la Coalition contre l'Irak et se détourne d'Israël depuis que l'État juif mise sur la création d'un Kurdistan. La Turquie a déjà tout essayé : elle a voulu jouer de sa culture musulmane pour se tourner vers les États arabes, mais a essuyé un refus ; elle a espéré bénéficier de l'effondrement de l'URSS pour se tourner vers les populations turcophones d'Asie centrale, mais en a été empêchée par le Pentagone. Elle ne pourrait pas supporter une fermeture européenne. À l'inverse, son intégration dans l'Union ouvrirait l'Europe occidentale à l'islam et ferait de la Turquie la charnière entre deux mondes, souligne Amir Taheri dans *Gulf News*. C'était d'ailleurs la stratégie de la Sublime Porte jusqu'à la Première Guerre mondiale.

On se souvient qu'en juillet 2002, les néo-conservateurs demandèrent à Laurent Murawiec de lancer un ballon d'essai : dans une conférence devant le Conseil consultatif du Pentagone, l'expert français stigmatisa l'islam comme une religion archaïque productrice de terrorisme et préconisa le renversement des Séoud et la prise de contrôle de La Mecque. Devant le tollé général, M. Murawiec avait été remercié de la Rand Corporation et recasé au Hudson Institute. Il revient aujourd'hui à la charge dans *Le Figaro*. Il dresse une description sinistre du Proche-Orient où règnerait le terrorisme généralisé. Pour les besoins de sa démonstration, il qualifie de terroriste tous les groupes s'opposant à l'occupation israélienne illégale des territoires palestiniens, libanais et syriens, et multiplie les amalgames. Puis, il en vient à l'élection présidentielle états-unienne pour qualifier Kerry de candidat du 10 septembre et Bush de candidat du 12 septembre. Le premier serait un homme d'une période révolue, celle du droit international et de l'ONU ; le second serait un leader contemporain, seul apte à lutter contre le terrorisme global. On ne sait s'il faut considérer cette tribune comme une rhétorique de campagne et l'oublier, ou s'il faut la prendre au sérieux. Dans ce dernier cas, elle confirmerait l'intention des néo-conservateurs de multiplier les ingérences au Proche-Orient pour remodeler la région.

Dans le même esprit, Erick Stakelbeck affirme dans le *New York Sun* que le Hamas palestinien va frapper les États-Unis. Pour preuve : un responsable de l'organisation a été arrêté alors que son épouse le filmait au camescope devant un pont du Maryland. À n'en pas douter, le couple repérait les lieux en vue d'une attaque terroriste. Autre preuve : le Hamas soutient la résistance irakienne face aux forces d'occupation de la Coalition. Cette affligeante tribune a eu un tel succès qu'elle a été reprise par *FrontPage Magazine*.

Enfin, le général Romeo Dallaire, qui commanda les troupes de l'ONU au Rwanda sans pouvoir arrêter le génocide, appelle la communauté internationale à réagir au Darfour. Se gardant bien d'entrer dans la polémique politicienne sur la qualification juridique des événements actuels, il en revient à la seule question qui compte : comment mettre fin à la violence ? Dans le *New York Times*, il prend position pour une force d'interposition de l'Union africaine, soutenue par des matériels de l'OTAN, ou à défaut par des puissances moyennes comme l'Allemagne et le Canada.

**Réseau Voltaire**

## Jean-Daniel Tordjman

Ancien ambassadeur et vice-président de l'Electronic Business Group, Jean-Daniel Tordjman est président du Cercle des ambassadeurs.

### « Commençons au moins les négociations ! »

Source : Le Figaro

Référence : « Commençons au moins les négociations ! », par Jean-Daniel Tordjman, *Le Figaro*, 6 octobre 2004.

Le risque d'ouvrir les négociations avec la Turquie est limité et soumis à de multiples contrôles. Le débat ne porte pas, on ne le répétera jamais assez, sur l'adhésion immédiate ou fixée à une date quelconque, mais sur l'ouverture des négociations avec ce pays. Ces négociations seront longues et complexes. Les Turcs les plus optimistes ne pensent pas qu'elles puissent durer moins de 10 ans, sans compter une période de transition au moins aussi longue et il est impossible de dire aujourd'hui quelle sera la configuration de l'Europe dans 20 ans car il faut savoir que :

- ▶ Une Europe produisant des milliers de réglementations est ingérable avec 20 langues officielles.
- ▶ L'Europe à 25 ou 30 s'articulera de l'avis quasi unanime en 2 ou 3 cercles de pays plus ou moins intégrés offrant peut-être une place à la Turquie.
- ▶ Une Europe qui dépense des dizaines de milliards d'euros par an sans un système puissant de contrôle de ses finances se condamne elle-même à l'inefficacité et à la corruption. Elle doit être réformée.

De toute manière, ce n'est pas parce que des négociations sont ouvertes qu'elles se concluront positivement. Chaque chose en son temps. Il faudra de toute façon que l'adhésion soit acceptée unanimement par tous les États membres. En revanche, un point est sûr : un non en décembre à la Turquie aura des conséquences incalculables sur la Turquie, sur les relations entre l'Europe et l'islam et sur les intérêts économiques et politiques français. Où ira la Turquie si l'Europe lui oppose un non à une simple ouverture de négociations ? Veut-on dire au peuple turc et à son Premier ministre **Recep Tayyip Erdogan**, qui a lancé un immense mouvement de réformes, qu'ils ont eu tort de croire en nos engagements ?

Pendant 40 ans, l'Europe s'est appuyée sur la Turquie pendant la Guerre froide et depuis qu'elle a fait sa demande d'adhésion à l'Union européenne, il y a 17 ans, et que cette demande a été officiellement reconnue en 1999, la Turquie a connu une transformation exceptionnelle. Après tout cela, l'Europe dirait non à de simples négociations ? Veut-on déstabiliser ce pays ? Lui faire croire que l'adhésion aurait été plus facile pour lui s'il avait été membre du Pacte de Varsovie que de l'**OTAN** ? Paver un boulevard aux islamistes qui rêvent d'une république islamique à la place du pays d'Atatürk ? Bien sûr, il y aura des difficultés, mais il faut ouvrir des négociations, nous verrons à quoi elles aboutissent. L'Europe change, la Turquie aussi. Le plus difficile est de changer nos mentalités. C'est un impératif pour éviter le choc des fanatismes.



## Alain Lamassoure



Ancien ministre français des Affaires européennes (1993-1995) puis du budget (1995-1997), Alain Lamassoure est député européen UMP.

## « Pourquoi la Turquie ne peut pas entrer dans l'Union »

Source : Le Figaro

Référence : « Pourquoi la Turquie ne peut pas entrer dans l'Union », par Alain Lamassoure, *Le Figaro*, 6 octobre 2004.

Pour la construction européenne, le problème majeur de la candidature turque n'est ni les Droits de l'homme, ni le retard de développement, ni le poids démographique, ni le tropisme atlantique d'Ankara, ni même l'islam, mais sa situation géographique, largement extra-européenne. Or l'absence ou l'existence de frontières ultimes de l'Union européenne sera déterminante sur la nature même de celle-ci. Il s'agit malheureusement d'une question que personne n'a osé poser.

Il faut retenir des critères qui permettent de maintenir l'Union européenne à une taille « gouvernable », de conserver une homogénéité. Garder comme frontières la Méditerranée, l'Atlantique et le Bosphore était cohérent, mais en acceptant la Turquie parmi les candidats à l'adhésion, le conseil européen de décembre 1999 a compromis les chances de fixations de frontières ultimes de l'Union. Suite à ce sommet, on a vu les candidatures de la Moldavie, de l'Ukraine, d'Israël (et d'un éventuel État palestinien), du Maroc et récemment de la Géorgie de Saakachvili. La Russie ne demande pas son entrée dans l'Union européenne, mais **Vladimir Poutine** se plaint à chaque réunion avec l'Union européenne à exhiber des sondages démontrant qu'une majorité de Russes est favorable à un rapprochement avec l'UE. Qui, en Europe, et particulièrement en France, pourrait oser dire que les Marocains, les Arméniens, les Israéliens ou les Russes sont moins européens que les Turcs ? Les arguments invoqués pour soutenir l'entrée de la Turquie peuvent permettre de justifier l'entrée de tous ces pays. La situation stratégique ? Cela vaut aussi pour les pays limitrophes de la Russie. Conforter la démocratie ? Cela vaudra aussi bientôt pour l'Ukraine, l'Irak, l'Iran et la Syrie. « Prévenir une guerre avec l'Islam » ? En quoi l'adhésion de la seule Turquie avec sa tradition laïque, son passé ottoman, ses liens avec Israël et les États-Unis le pourrait-elle ? Éviter de faire de l'Europe un « club chrétien » ? Laissons ce que la formule a de désobligeant pour les chrétiens (personne ne songe à reprocher à la Ligue arabe d'être un « club musulman » ou à Israël de se vouloir un État juif). L'étape suivante conduira à refuser qu'elle soit un « club de riches », voire un « club de blancs »... En fait, la condition d'un mariage n'est pas la même culture ou la même géographie, mais la volonté de vivre ensemble.

Mal gérée depuis l'origine, la question turque menace de faire échouer tout le projet européen. Voilà le scénario souhaitable :

- ▶ La Commission européenne remet (aujourd'hui) un rapport objectif sur l'état d'avancement de la démocratie en Turquie.
- ▶ En novembre, le Parlement européen prend position sur le problème des frontières ultimes de l'Union, confirme le critère du libre consentement des

peuples concernés, et constate que, dans le cas de la Turquie, celui-ci n'existe pas dans plusieurs États membres.

- ▶ L'Assemblée nationale française organise elle aussi un débat, qui fait apparaître (avec ou sans vote) qu'il n'existe pas aujourd'hui de majorité politique en France pour soutenir l'adhésion de la Turquie.
- ▶ Le 17 décembre, le Conseil européen constate qu'il n'est pas en mesure de garantir l'aboutissement d'une procédure d'adhésion. Cela conduit le Conseil à différer de nouveau sa décision, ou à ouvrir des négociations pour approfondir la coopération entre l'UE et la Turquie, sans que le principe de l'adhésion soit acquis.
- ▶ À l'occasion de la ratification du projet de Constitution européenne, ou de la modification préalable de la Constitution française qui leur sera soumise, les partis représentés au Parlement français s'engagent à soumettre, le cas échéant, à référendum tout traité d'adhésion à l'UE qui susciterait des réserves au sein de la société française.

Ces cinq actes sont liés et il est important que les populations sachent qu'elles auront le dernier mot.

## Nedim Gursel



Nedim Gursel est écrivain turc et directeur de recherche au CNRS

### « La vieille Europe et nous »

Source : Libération

Référence : « La vieille Europe et nous », par Nedim Gursel, *Libération*, 5 octobre 2004.

L'Europe, maîtresse de Zeus à son origine, a été qualifiée de vieille par **Donald Rumsfeld**. Cela ne doit pas être à mon sens une critique aux yeux des habitants de notre continent, mais il en va tout autrement de la part d'un vieux politicien va-t-en-guerre qui croit probablement à la jeunesse éternelle de sa nation. Ce reproche fait à la France et l'Allemagne pour n'avoir pas suivi la première puissance mondiale cache en vérité un complexe d'infériorité. Celui d'un pays qui est peut-être conscient de sa supériorité militaire, mais qui n'a pas réussi à intégrer entièrement les valeurs civilisationnelles, comme le montre la situation en Irak.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nos dirigeants ont rêvé de faire de la Turquie une « Petite Amérique ». Aujourd'hui, issu de la mouvance islamiste mais devenus des « démocrates conservateurs », nos dirigeants veulent se tourner vers l'Europe, contre Rumsfeld. C'est un choix que j'approuve.

Pourtant, pour la vieille dame qu'est l'Europe, la Turquie n'apparaît pas comme un jeune séducteur. Les spécialistes de la Turquie vous diront pourquoi et les adversaires de son adhésion à l'Union européenne feront en sorte que « le fleuve de l'islam n'entre pas dans le lit de la laïcité » selon les propos quelque peu déplacés du Premier ministre français. Je plaide pour ma part pour une Europe multiculturelle, un projet dont plus personne ne parle depuis belle lurette. J'ai même entendu sur *France Culture* un historien français affirmer que « l'Europe devait avoir des frontières solides délimitées par les cathédrales ». Il oubliait au passage les coupes byzantines de nos voisins grecs. Je pense que la France, le pays de Voltaire et des Lumières qui m'a

accueilli quand mes livres étaient interdits en Turquie, doit être plus ouverte et un peu moins « catholique » par rapport à l'élargissement de l'Europe.

La probabilité de l'adhésion de la Turquie réveille les vieux démons que je croyais disparus à jamais, surtout en France où vit une communauté turque importante avec ses nombreux intellectuels et artistes. La Turquie fait peur et réveille de vieux fantasmes. Dans quelques années « la vieille Europe » aura besoin de sa population jeune et dynamique. Débarrassée de ses vieux mythes fondateurs, cause de ses malheurs, elle pourra alors progresser. Si la vieillesse est signe de sa maturité et de sa sagesse, la jeunesse est son avenir.

## Alon Liel



Alon Liel est ancien conseiller en politique étrangère de Ehud Barak et ancien directeur général du ministère des Affaires étrangères israélien. Il est président du conseil des affaires israélo-turques et l'auteur de *Demo Islam - Turkey's New Regime*.

### « La Turquie va renforcer l'Europe »

Source : Ha'aretz

Référence : « Turkey will strengthen Europe », par Alon Liel, *Ha'aretz*, 5 octobre 2004.

Tous les signes montrent que le rapport de l'Union européenne qui doit être publié demain sera favorable à la Turquie et aboutira à l'ouverture de négociations, le 17 décembre. Jamais un pays avec lequel des négociations ont été ouvertes ne s'est vu refusé l'adhésion.

Aujourd'hui, l'Union européenne comprend 25 membres et d'ici à 2020, avec l'adhésion de la Turquie et des pays euro-asiatiques, elle en sera plus seulement une puissance économique, mais aussi une puissance politique. En effet, la Turquie offre à l'Europe une pénétration géostratégique au Moyen-Orient, une armée puissante et 85 millions de consommateurs d'ici à 2015. L'Europe deviendra plus puissante au Moyen-Orient et Bruxelles deviendra un centre de gravité aussi important que Washington. Amener la Turquie dans l'Europe sera un facteur de démocratisation de la région bien plus efficace que la politique de **George W. Bush** et cela démontrera qu'on peut atteindre cet objectif par le dialogue.

Pour les États-Unis, cette entrée de la Turquie est à la fois une bonne et une mauvaise chose car elle est positive pour la région mais diminue l'importance des relations bilatérales entre Washington et Ankara. Washington a choisi son intérêt national large plutôt que son intérêt étroit et soutient l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Israël est dans une situation analogue à celle des États-Unis et il doit faire le même choix car la démocratisation de la région lui profiterait grandement. Cela permettrait également à Israël de se rapprocher de l'Union européenne et de ne plus dépendre que des États-Unis, un pays qui comprend décidément trop mal la région.

## Amir Taheri



Amir Taheri est journaliste iranien et rédacteur du journal français *Politique Internationale*. Il est expert du cabinet Benador Associates à New York. Il a récemment co-écrit *Irak : Le Dessous des Cartes* avec Patrick Wajzman.

## « La Turquie rejoint l'Europe et l'islam »

Source : Gulf News

Référence : « Turkey enjoins Europe and Islam », par Amir Taheri, *Gulf News*, 5 octobre 2004.

Alors que le Conseil européen se prépare à décider de l'adhésion de la Turquie dans l'Union européenne, **Recep Tayyip Erdogan** essaye de renforcer l'islam dans son pays. Il est presque certain que le 17 décembre, l'Union européenne acceptera l'ouverture des négociations pour l'adhésion de la Turquie, mais le processus durera 20 ans. La Turquie devra prendre de nombreuses mesures pour sa « mise à niveau » et chaque pays de l'Union européenne pourra lever des objections sur ce processus. Bien que la plus forte opposition à cette adhésion vienne de l'Allemagne, de la France et de la Grèce, ces pays ne semblent pas vouloir entamer une épreuve de force sur la question avec la Grande-Bretagne qui soutient son adhésion. Pour compliquer la situation, **Michel Barnier** a proposé un référendum européen sur la Turquie dans les 25 pays de l'Union européenne. Vu le sentiment anti-musulman en Europe cela signifierait à coup sûr la fin des ambitions turques.

Ironiquement, la Turquie est l'un des premiers pays à avoir demandé son adhésion dans la CEE. La Turquie a fait de nombreux efforts pour y parvenir en 40 ans. Les plus euro-enthousiastes pensent que la mise en avant de l'identité musulmane diminue les chances d'adhésion de la Turquie, mais aujourd'hui, parallèlement à la recherche d'adhésion européenne, les « islamistes modérés » d'Erdogan mènent une politique islamique. La Turquie a affiché son intention d'être plus active dans l'Organisation de la Conférence islamique où elle essaye de prendre la direction du comité Al Quds, le comité chargé de la politique relative à Israël. **Abdullah Gül** estime que son pays doit devenir un « pont entre les civilisations », mais certains membres du gouvernement, de l'armée ou de l'opposition laïque ont fait part de leur inquiétude. Quoi qu'il en soit, la prise de direction du comité Al Quds par le premier pays musulman à avoir reconnu Israël (en remplacement du Maroc dont le mandat expire en 2005) renforcera les chances de paix dans la région.

Laurent Murawiec



Ancien conseiller de Lyndon LaRouche et de Jean-Pierre Chevènement, Laurent Murawiec a brusquement changé d'options politiques pour rejoindre la Rand Corporation. Le 10 juillet 2002, il présenta ses travaux devant le Defence Policy Board, à l'invitation de Richard Perle, et préconisa le renversement des Saoud en Arabie et l'anéantissement de l'islam. Il est aujourd'hui chercheur au Hudson Institute de Washington, un think tank dont Richard Perle est administrateur. Il est l'auteur notamment de *La Guerre au XXIe siècle* et de *L'Esprit des nations*.

## « Bush ou l'obligation d'intervenir »

Source : Le Figaro

Référence : « Bush ou l'obligation d'intervenir », par Laurent Murawiec, *Le Figaro*, 5 octobre 2004.

La guerre qui a été déclarée aux États-Unis le 11 septembre 2001 est complexe. Elle est engagée dans la durée et il est difficile pour les États-Unis, cueillis à froid, de trouver la bonne politique. Les États-Unis ont dû s'atteler à une redéfinition de leur rôle dans le monde et au changement qui en résulte. Ils sont nés comme une nation « désenchevêtrée » des affaires de l'Europe, puis sont devenus une puissance ascendante, puis une superpuissance face à une autre, pour être aujourd'hui en position de puissance suprême sans pareille dans l'histoire.

Si Bush est réélu, son administration approfondira une nouvelle doctrine stratégique qui va dans le droit fil de la politique américaine de Theodore Roosevelt, Woodrow Wilson, F. D. Roosevelt... La novation attribuée aux « néoconservateurs » n'est qu'une continuité. S'il faut inventer les moyens et les méthodes de la guerre contre l'islamo-fascisme - nom véritable de la « guerre contre le terrorisme » -, l'histoire des États-Unis a noué des fils directeurs. Mais de quelle guerre s'agit-il ? Si le terrorisme qui a frappé Manhattan et Washington est l'expression de griefs et doléances plus ou moins légitimes du monde arabo-musulman, si pour prévenir le terrorisme il faut satisfaire ces griefs et doléances, s'il est des circonstances où ces méthodes sont justifiées et si le terrorisme est le fait de groupes volatils sans liens avec des États, alors George W. Bush a eu tort de renverser le régime des talibans, de pourchasser Ben Laden, de s'attaquer à Saddam Hussein et de peser sur le monde arabo-musulman pour que celui-ci coupe le cordon ombilical qui le relie au terrorisme. Mais le bilan des États de la région en matière de terrorisme est accablant : en Syrie, les groupes terroristes ont pignon sur rue ; en Irak, des terroristes comme Abu Nidal ou Abou Abbas avaient leur refuge et les familles des kamikazes des financements. En Arabie saoudite, des téléthons sont organisés pour financer les groupes terroristes palestiniens ; au Liban le syndicat du crime iranien, connu sous le nom de Hezbollah, est un État dans l'État ; en Égypte l'islamo-terrorisme est réprimé dans les frontières, mais encouragé quand il frappe Israël. Téhéran a fait de l'assassinat, à l'intérieur et à l'extérieur, une véritable industrie. La Libye depuis trente ans est l'arsenal du pire terrorisme d'État ; le Soudan en fut un temps un centre régional, de même que l'Algérie de la Sécurité militaire.

Les faits sont là, tous le savent et il a fallu attendre le 12 septembre 2001 pour qu'enfin un dirigeant occidental agisse. Bush a fait des erreurs, mais ni plus ni moins que Churchill ou Roosevelt au début de la Seconde Guerre mondiale ou certains dirigeants durant la Guerre froide. L'enjeu fondamental de l'élection présidentielle américaine du 2 novembre, c'est celui qui oppose « le candidat du 10 septembre », **John Kerry**, cramponné aux béatitudes de l'avant 2001, à George W. Bush, « candidat du 12 septembre » qui, lui, sait être en guerre. En

appeler au multilatéralisme émasculé que représente l'ONU est une faribole : demandez aux Rwandais... ou aux Irakiens. Parler de « droit international » quand la haute bureaucratie de l'ONU et son chef **Kofi Annan** se sont faits sciemment et non sans vénalité les complices de Saddam Hussein dans le détournement de plus de 10 milliards de dollars du programme « Pétrole contre nourriture », est d'un abominable cynisme. Passer avec les ayatollahs extrémistes des accords que l'Iran s'empresse de violer, mais qui lui permettent de gagner du temps, c'est préparer à terme de terribles catastrophes. Bush n'a pas ouvert la boîte de Pandore, elle l'était déjà.

## Erick Stakelbeck

Erick Stakelbeck est rédacteur pour l'Investigative Project, un institut de recherche sur le terrorisme basé à Washington.

### « Le Hamas en Amérique »

Source : Frontpage Magazine , New York Sun  
Référence : « Hamas in America », par Erick Stakelbeck, *New York Sun*, 24 septembre 2004.  
« Hamas in America », *FrontPage Magazine*, 28 septembre 2004.

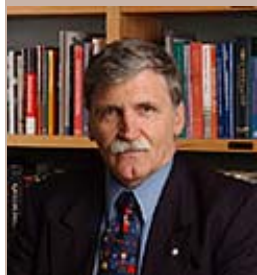
L'assassinat lundi 20 septembre 2004 par Israël du dirigeant du **Hamas**, Khaled Abu Saniyeh a été une victoire significative dans la lutte d'Israël contre le terrorisme palestinien, mais ce n'est pas un coup décisif et l'organisation continue de s'étendre. Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirme souvent la presse, le Hamas ne vise pas « seulement » Israël.

L'Amérique n'est pas en sécurité. Le 20 septembre, deux agents du Hamas ont été arrêtés aux États-Unis alors qu'ils recherchaient des soutiens pour leur organisation. Le même jour, le trésorier de l'organisation, Ismail Elbarasse a été arrêté alors que sa femme était en train de filmer les structures d'un pont dans le Maryland. Il n'a pourtant été inculpé qu'en raison du financement de l'organisation terroriste, pas pour la préparation d'une attaque sur notre sol. S'il avait été un dirigeant d'Al Qaïda, les réactions auraient été tout autre. Pourtant, le Hamas parle depuis longtemps d'étendre ses activités contre les États-Unis et il reste aligné sur la Syrie et l'Iran. Tout le monde sait également que l'Amérique est un haut lieu des activités de financement du Hamas. Le **FBI** affirme que le Hamas aurait les moyens de mener des attentats aux États-Unis ou surveillerait des cibles pour Al Qaïda.

Le mois dernier, Mash'al, dirigeant du Hamas, a signé un texte appelant les musulmans à soutenir l'armée du Mehdi en Irak. L'ancien chef du Hamas, al Rantisi, avait participé à une manifestation de soutien à l'insurrection irakienne où il avait encouragé les attentats suicide contre les États-Unis. Rantisi affirmait qu'attaquer les États-Unis était un devoir religieux.

Le Hamas doit se cacher pour échapper à Israël, mais cela ne l'empêche pas d'avoir des liens avec les services de renseignement égyptiens ou avec Bassaiev. La question n'est pas de savoir si le Hamas va attaquer les États-Unis, mais quand.

## Roméo Dallaire, Roméo Dallaire



Ancien responsable de la force de l'ONU au Rwanda en 1994, l'ancien général canadien Roméo Dallaire est membre du Carr Center for Human Rights Policy de la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard. Il est conseiller de la Canadian International Development Agency du ministère des Affaires étrangères canadien. Il est l'auteur de *Shake Hands With the Devil : The Failure of Humanity in Rwanda*.

Ancien responsable de la force de l'ONU au Rwanda en 1994, l'ancien général canadien Roméo Dallaire est membre du Carr Center for Human Rights Policy de la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard. Il est conseiller de la Canadian International Development Agency du ministère des Affaires étrangères canadien. Il est l'auteur de *Shake Hands With the Devil : The Failure of Humanity in Rwanda*.

## « Regarder le Darfour et voir le Rwanda »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « Looking at Darfur, Seeing Rwanda », par Roméo Dallaire, *New York Times*, 4 octobre 2004.

« Looking at Darfur, seeing Rwanda », *International Herald Tribune*, 5 octobre 2004.

Chaque jour, le monde fait face à de nouvelles informations concernant les atrocités commises au Darfour. **George W. Bush** les a dépeintes comme un génocide et **Kofi Annan** a promis des sanctions au gouvernement soudanais et une résolution pour déployer les forces de l'Union africaine sur place. Je crains toutefois que cela ne suffise pas car j'ai vu la même chose au Rwanda. Au début, le conflit a été présenté comme des luttes entre tribus avant que n'apparaisse la réalité du génocide rwandais. Le Darfour a reçu plus de traitement médiatique que le Rwanda au départ, mais les gouvernements occidentaux continuent de ne pas placer le sort de cette région dans leurs priorités. Le Soudan est une nation sous-développée et orpheline, coupé de son ex-puissance coloniale, abandonnée à son sort. Les milices Janjawid, avec l'approbation complice du gouvernement, s'en prennent aux populations noires, mais l'ONU n'intervient pas et a seulement adopté un texte plagé sur celui concernant le Rwanda dix ans plus tôt. C'était le même texte qui restreignait notre intervention alors que les corps brûlaient. Plusieurs pays africains m'avaient alors promis des troupes, mais ils n'avaient pas d'équipement. Aujourd'hui, le problème soudanais est encore compliqué par le cessez-le-feu au Sud qu'il faut préserver et le manque de crédibilité internationale des États-Unis et de la Grande-Bretagne. L'ONU refuse une seconde résolution proposée par les États-Unis, on ne peut donc compter que sur l'Union africaine. Le Soudan est un grand pays qui acceptera difficilement une présence étrangère, mais je pense que des troupes africaines soutenues par l'OTAN pourraient suffire à protéger les populations. Si l'OTAN n'agit pas, des puissances moyennes comme le Canada ou l'Allemagne pourraient le faire.

# Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .